

9^e Réunion régionale européenne

Oslo, Norvège, 8-11 avril 2013

Emploi, croissance et justice sociale



Organisation
internationale
du Travail

Document de base pour le panel des chefs d'Etat ou de gouvernement/chefs de secrétariat d'institutions: «Comment faire face aux conséquences de la crise financière»

Les participants à ce panel débattront des issues possibles à la crise. Etant donné la gravité de la situation de l'emploi en Europe, il est urgent d'explorer l'éventail des stratégies pour une reprise riche en emplois.

Les différentes phases de la riposte à la crise

Une stratégie de riposte coordonnée a très vite été lancée au lendemain de la crise financière mondiale en 2008-09, sous la forme de plans de relance budgétaire auxquels les partenaires sociaux ont souvent été associés à travers le dialogue social. Cela a empêché que les taux de croissance chutent trop brusquement et a contribué à limiter les suppressions d'emplois.

Cependant, le renflouement des institutions financières et l'allocation de ressources aux plans de relance ont encore creusé les déficits publics, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter les marchés financiers et de peser sur les coûts de l'emprunt et la dette souveraine.

Les politiques de rigueur budgétaire qui ont alors été adoptées, sans consultation ou presque des partenaires sociaux, ont opéré des coupes claires dans l'investissement public et les salaires, ainsi que dans les budgets consacrés aux politiques du marché du travail et aux prestations sociales.

Cette stratégie était destinée à stabiliser les marchés financiers, à rétablir le flux du crédit aux entreprises et relancer l'investissement privé et la création d'emplois. Mais cela n'a pas été le cas, et la demande globale, déjà faible sur les marchés intérieurs, a continué de baisser. En outre, des taux d'intérêt prohibitifs ont découragé, voire empêché, beaucoup d'entreprises d'investir, d'améliorer leur compétitivité et de créer des emplois. Loin de réduire les déficits budgétaires et la dette publique, outre l'effondrement de la demande globale, cela a plutôt contribué à la mise en place de nouvelles mesures d'assainissement budgétaire et à la formation d'un cercle vicieux, qui a déprimé davantage encore l'économie. Qui plus est, cette stratégie n'a pas permis de réduire les

déséquilibres structurels d'avant la crise – marchés financiers inefficients, base d'exportation faible dans certains pays – et, plus généralement, les inégalités croissantes en matière de revenu et sur le marché du travail.

L'impact en Europe et en Asie centrale

Dans la zone euro, la croissance a baissé de 0,6 pour cent au dernier trimestre de 2012, ce qui a eu des incidences notables sur d'autres pays de la région. L'Europe du Sud frappée par la crise connaît une récession profonde qui se prolonge, et le chômage a atteint des niveaux sans précédent dans l'Union européenne (UE) et en Europe du Sud-Est. En novembre 2012, il avait augmenté de 2 millions de chômeurs dans l'UE-27 par rapport à l'année précédente. Le sort des jeunes est particulièrement difficile, près d'un sur quatre étant actuellement sans emploi, et même plus d'un sur deux dans certains pays d'Europe du Sud. Dans tous les pays touchés par la crise, le fort taux de chômage conjugué à l'insécurité croissante de l'emploi et aux baisses des salaires et des prestations sociales imposées par les mesures d'austérité ont nourri un sentiment d'injustice et ont provoqué des manifestations, dont certaines, moins pacifiques que d'autres, ont dégénéré en troubles de l'ordre public. Dans ces circonstances, les effets de contagion ne sauraient tarder à se faire sentir dans d'autres pays européens.

Faire face aux difficultés: Les voies pour sortir de la crise

L'idée qu'une dimension sociale et que le dialogue social sont impératifs pour trouver les moyens de surmonter la crise actuelle et d'en prévenir toute autre suscite une adhésion croissante. Un bon exemple en est la «stratégie d'investissements sociaux» lancée par la Commission européenne le 20 février dernier, qui considère l'investissement social comme un élément indispensable pour créer de la croissance et de l'emploi, constituant en cela un changement de paradigme. A cet égard, le dialogue social tripartite est

un outil précieux pour élaborer et formuler des stratégies pertinentes visant à promouvoir l'investissement dans l'économie réelle et une croissance à forte intensité d'emplois; ce sont là des conditions préalables à une croissance économique durable fondée sur une coordination effective des politiques économiques, sociales et de l'emploi. Il importe de trouver le juste équilibre entre assainissement budgétaire et promotion de la croissance durable, investissement dans l'économie réelle et transformation structurelle et

technologique pour rectifier les distorsions structurelles, améliorer la productivité et la compétitivité et encourager la création d'emplois productifs tout en éliminant progressivement la segmentation du marché du travail.

Une telle approche a un coût, d'où la question de la marge de manœuvre budgétaire requise à cet effet: où la trouver, comment la créer? La réponse touche aussi à l'orientation des investissements publics et des politiques fiscales.

Les participants au panel voudront sans doute débattre des questions suivantes:

- Quelles modifications apporter aux mesures prises en réponse à la crise pour en atténuer les effets négatifs sur l'emploi et au plan social? Comment assurer une marge suffisante de manœuvre budgétaire pour opérer ce changement?
- Faut-il une nouvelle gouvernance économique propre à concilier les objectifs de croissance économique et de compétitivité avec des politiques sociales et de l'emploi viables? A quoi ressemblerait un tel modèle et quel pourrait-être le rôle du dialogue social à cet égard?
- Quelle peut être la contribution de l'OIT à des politiques nationales et régionales destinées à stimuler la création d'emplois et la croissance durable tout en réduisant les inégalités dans le monde du travail?